



2020

RAPPORT FINANCIER ANNUEL

TABLE DES MATIERES

PREAMBULE.....	3
PRESENTATION DE STROC INDUSTRIE.....	4
Réalisations 2020.....	5
RAPPORT ESG	6
Degré d'exposition aux facteurs de risques	6
Charte de responsabilité sociale	7
Engagement Hygiène, Sécurité et Environnement chez STROC Industrie	8
Gouvernance	10
COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2020.....	11
RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	21
Rapport Général du Commissaire aux comptes.....	21
Rapport Spécial du Commissaire aux comptes	25
RAPPORT DE GESTION & ACTIVITE.....	26
Mot du Président.....	26
Méthodologie	27
Historique du processus de Sauvegarde	27
Activité au cours de l'exercice 2020	28
Le Conseil d'Administration.....	30
Rapport sur les comptes sociaux de l'exercice.....	31
Filiales et Participations.....	33
Proposition d'affectation du résultat	33
Perspectives d'avenir.....	33
Annexes au Rapport de gestion.....	35
LISTE DES COMMUNIQUES DE PRESSE DURANT L'EXERCICE.....	36
DECLARATION DES HONORAIRES VERSES AUX CONTROLEURS DE COMPTES.....	37

PREAMBULE

Les informations contenues dans le présent Rapport Financier Annuel regroupent les informations et indicateurs financiers et extra-financiers, selon la circulaire de l'AMMC n°03/19 du 20 février 2019, relative aux opérations et informations financières.

PRESENTATION DE STROC INDUSTRIE

Créée en 1989 et Cotée à la Bourse de Casablanca depuis 2011, STROC Industrie est une Société d'ingénierie et de construction de référence, au Maghreb et en Afrique, dans la réalisation clé en main d'installations et d'équipements industriels pour des secteurs d'activité porteurs tels que le BTP, la mine, le ciment, la chimie et l'énergie.

Grâce à un historique construit sur plus de 30 ans, STROC Industrie est aujourd'hui le principal opérateur Marocain ayant intégré toute la chaîne de valeur, de la conception à la maintenance d'unités industrielles, dont l'expertise est reconnue par l'ensemble des grands donneurs d'ordre industriels pour lesquels elle a réalisé avec succès des installations d'envergures au Maroc et en Afrique ; notamment, en Mauritanie, au Gabon et en Guinée Equatoriale où elle a réalisé d'importants projets dans le BTP et le Ciment.

Fondamentalement, STROC Industrie se particularise aussi par :

- Un Management expérimenté qui a su faire preuve de dynamisme et de résilience dans les moments les plus difficiles,
- Une politique RH favorisant l'esprit d'entrepreneuriat de ses cadres donnant ainsi naissance à plusieurs jeunes entrepreneurs très actifs dans leur secteur,
- Une pratique intransigeante de la responsabilité sociétale et environnementale qui s'est illustrée par l'obtention du label CGEM, des certifications ISO 14001 V2015, ISO 9001 V2015 et ISO 45001 V2018, toutes renouvelées en Mars 2021,
- Des moyens et un outil de production à la pointe de la technologie assurant une flexibilité nécessaire pour répondre aux exigences des différents marchés,
- Une gouvernance aux standards internationaux (administrateurs indépendants, comité d'audit, ...)

Malheureusement, STROC Industrie a vécu deux chocs qui ont complètement déséquilibré sa structure financière :

- 2011, année de son introduction en bourse, des grèves imprévisibles se sont déroulées dans le contexte particulier du printemps Arabe dans la majeure partie des zones industrielles de la région ; avec une occupation des ateliers de l'entreprise pendant plus de 6 mois causant un arrêt total de l'activité fabrication et par conséquent paralysant tout le cycle de production.
- 2015, après les années 2013 et 2014 bénéficiaires et malgré un carnet de commande important et une paix sociale retrouvée ; l'entreprise a subi une nouvelle perte importante due principalement à des tensions de trésorerie induites par des retards de paiement importants de ses clients.

STROC Industrie a, en conséquence de ces pertes, subi un déséquilibre considérable de ses fonds propres entraînant une grosse crise de liquidité et un endettement important. A cette date, les dettes, passées, qu'elles soient bancaires, de l'Etat ou des fournisseurs et sous-traitants ont plombé la bonne marche de l'entreprise qui n'avait plus la capacité d'honorer ses engagements à venir.

Face à cette situation, STROC Industrie a demandé sa mise en Sauvegarde bénéficiant, en Avril 2018, de la nouvelle loi objet du livre V du Code de Commerce. Dans ce contexte, le tribunal a accepté, en mai 2019, le plan de continuité présenté qui devrait permettre à STROC Industrie de retrouver à nouveau des conditions de travail favorables.

Réalisations 2020

Malgré l'arrêt de l'ensemble de ses chantiers en mars 2020 du fait de la pandémie de covid, la société a pu démarrer un projet de réalisation d'un terminal pétrolier à Jorf Lasfar

GELDOF Projet terminal pétrolier JORF LASFAR



Année

2020 (en cours)



Descriptif

Construction d'un terminal pétrolier consistant en la réalisation d'un stockage d'une capacité de 185.000 tonnes.



Client

GELDOF



Lieu

JORF LASFAR

RAPPORT ESG

Degré d'exposition aux facteurs de risques

Marché / Concurrence

STROC Industrie opère dans la construction métallique, la structure métallique et le BTP qui passent actuellement une situation difficile à l'image des principaux opérateurs du secteur, malgré les importantes opportunités offertes.

Actuellement, le marché connaît une concurrence brutale de nouveaux acteurs internationaux qui raflent généralement les gros projets nécessitant des moyens de financement importants, alors que les sociétés locales ont du mal à se financer.

En effet, depuis quelques années, nous avons assisté à l'apparition de sociétés espagnoles, turques, indiennes, sud coréennes et chinoises pour lesquelles les barrières à l'entrée dans le secteur de la construction métallique au Maroc sont aisées du fait de leur immense capacité financière liée au soutien de leur état.

Dans ce contexte déplorable, la CGEM à travers la FIMME (Fédération des industries métallurgiques mécaniques et électromécaniques) s'est mobilisée aujourd'hui pour soutenir et rechercher des solutions au secteur avec le soutien du ministère de tutelle.

De plus, le Comité de Veille Economique (CVE) communiquera, avant la fin de l'état d'urgence sanitaire, des plans de relance sectoriels, des solutions de financement long terme et un soutien à la demande. Le secteur de la construction pourrait être amené à connaître des évolutions prochainement.

Prix des intrants

Les prix des matières premières nécessaires aux activités de STROC Industrie, notamment l'acier, connaissent des fluctuations permanentes et significatives en fonction de la conjoncture mondiale et nationale. Ces fluctuations impactent souvent les coûts de production et les marges de l'entreprise.

D'autres part, les mesures anti dumping imposées par l'état pour sauvegarder l'industrie nationale de production d'acier offre moins de choix aux acteurs pour l'approvisionnement en tôles noires et reste tributaire du fabriquant national.

Capital humain

Le capital humain constitue une ressource stratégique, voire structurante, pour STROC Industrie. Le défi pour l'entreprise est d'attirer et de fidéliser les meilleurs talents notamment dans les compétences métier et les fonctions support dans un contexte de marché du travail caractérisé par une rareté de ressources humaines qualifiées et une forte concurrence ce qui justifie la politique RH de STROC Industrie basée sur le recrutement et la formation de jeunes.

Charte de responsabilité sociale

STROC Industrie est la première entreprise de son secteur à avoir obtenu le LABEL CGEM de la RSE en Février 2010 et en sa qualité de membre :

- Souscrit aux objectifs du développement durable et, s'engage à agir de façon responsable et continue pour leur réalisation dans ses activités économiques, ses relations sociales et de façon générale dans sa contribution à la création de valeur.
- Exerce sa responsabilité sociale dans les décisions stratégiques et les opérations quotidiennes de l'entreprise et, accepte d'en rendre compte par des informations sincères à communiquer de façon appropriée à toutes les parties prenantes.
- S'engage à respecter, à prévenir les atteintes et, dans toute la mesure de ses moyens, à promouvoir les droits fondamentaux et les attentes légitimes de toutes les parties prenantes ; et, veille à prendre en compte les intérêts, matériels et moraux, lorsqu'ils sont ou peuvent être affectés par les comportements managériaux ou par les activités des entreprises qu'elle dirige ou avec lesquelles elle opère.
- Dans cet esprit, STROC Industrie s'engage, notamment à :
 - Respecter les droits humains,
 - Améliorer en continu les conditions d'emploi et de travail et les relations professionnelles,
 - Prévenir la corruption,
 - Protéger l'environnement,
 - Respecter les règles de la saine concurrence,
 - Renforcer la transparence du gouvernement d'entreprise,
 - Promouvoir la responsabilité sociale des fournisseurs et sous-traitants,
 - Respecter les intérêts des clients et des consommateurs,
 - Développer l'engagement sociétal.

Engagement Hygiène, Sécurité et Environnement chez STROC Industrie

Dans le respect de la législation et de la réglementation en vigueur concernant l'hygiène, la sécurité, la protection de l'environnement et la santé du personnel, et par déclinaison de la démarche du management de STROC Industrie, nous nous engageons aux actions suivantes.

Sécurité et santé du personnel

La santé et sécurité est une partie intégrante de la politique de STROC Industrie. Les accidents, blessures et maladies professionnelles sont inacceptables et tous les moyens sont mis en œuvre pour les éliminer, à savoir :

- Améliorer la sécurité et l'hygiène aux postes de travail en traçant les risques opérationnels pour chaque poste de travail et en analysant les accidents et incidents.
- Former la totalité des collaborateurs à la connaissance et à la maîtrise des risques dans leur environnement de travail.
- La détermination des besoins et attentes des parties intéressées
- Contrôler régulièrement et maintenir les équipements de protection individuels EPI et collectif EPC et s'assurer que tout le personnel en est conscient.
- Identifier tous les risques pour la santé et la sécurité.
- Identifier les Opportunités d'adapter le travail, l'organisation du travail et l'environnement de travail aux travailleurs ;
- Analyser les causes des accidents et réduire leur nombre
- Veiller au suivi médical préventif de tout le personnel du siège, usine et chantiers.

Environnement

- Organiser et assurer la prévention et la diminution des impacts environnementaux négatifs de nos activités produits et services, jugés significatifs ;
- Maîtriser le tri et la revalorisation de nos déchets ;
- Poursuivre nos efforts de rationalisation des ressources naturelles.
- S'assurer périodiquement de l'atteinte des objectifs environnementaux.

Traitement des accidents / incidents

Convaincus que les accidents peuvent être évités, on enregistre et élimine systématiquement tous les événements indésirables (accidents, incidents, situations dangereuses et presque accidents) ayant un impact négatif sur la sécurité, la santé du personnel ou sur l'environnement.

Une attention particulière est donnée aux risques liés aux activités suivantes :

- Les travaux en hauteur ;
- Les travaux de manutention ;
- Les travaux mécaniques.

Formation / sensibilisation

- Former et sensibiliser tout le personnel en matière de sécurité et environnement, dans le cadre de leurs activités.
- Utiliser tous nos moyens de communication pour sensibiliser, informer et former nos collaborateurs : notre personnel, nos fournisseurs, nos sous-traitants et prestataires de services afin qu'ils puissent participer activement à trouver des solutions pour éliminer les

accidents et blessures de notre environnement de travail. La sécurité et la protection de l'environnement est l'affaire de tous.

Conformité à la législation

- Vérifier systématiquement que nos constructions, procédures, moyens de prévention et nos pratiques sont conformes à la législation marocaine en matière de sécurité et d'aspects environnementaux et autres exigences auxquelles STROC Industrie se conforme et qui se rapportent aux dangers HSE.
- Effectuer des revues périodiques de rapprochement entre les nouvelles exigences de la réglementation et notre système de management.
- S'assurer de la conformité du système de management HSE aux exigences légales applicables.

Amélioration Continue

Il s'agit d'entraîner une dynamique globale d'amélioration de la performance du système HSE par petits pas en prenant en considération la participation des travailleurs.

A la différence de l'innovation, l'amélioration continue est quotidienne et concerne tout le monde.

L'implication forte et la mobilisation de l'encadrement et de nos employés est un gage de réussite de nos engagements.

Gouvernance

Conformément à la loi 17-95, STROC Industrie est administrée par un Conseil d'Administration, élu par l'Assemblée Générale de ses actionnaires. Ce Conseil est investi des pouvoirs les plus étendus pour prendre en toutes circonstances toutes décisions contribuant à la réalisation de l'objet social de la société.

Un comité d'audit est créé au sein du Conseil d'Administration ; il rapporte devant ce dernier les diligences qu'il effectue et explicite ses conclusions, pour permettre aux autres administrateurs d'en débattre avant de se les approprier.

Composition du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est composé de 6 administrateurs, dont 2 administrateurs indépendants :

Membre du Conseil d'Administration	Mandat	Date de 1ère nomination	Date d'expiration du mandat actuel
Nabil ZIATT	Président	Juin 2009	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2025
AL ISTIMRAR HOLDING SA	Administrateur	Avril 2010	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2025
Ronan Cyril LE GUELLEC	Administrateur	Avril 2011	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2025
Réda ZIATT	Administrateur	Juin 2012	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2025
Abdelhadi NINIA	Administrateur	Octobre 2016	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2021
Laurent SABLE	Administrateur	Octobre 2016	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2021

Composition du Comité d'Audit

Le Comité d'Audit est composé de 3 administrateurs, dont 2 administrateurs indépendants :

Membre du Conseil d'Administration	Mandat	Date de 1ère nomination	Date d'expiration du mandat actuel
Abdelhadi NINIA	Président	Octobre 2016	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2021
Laurent SABLE	Administrateur	Octobre 2016	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2021
Ronan Cyril LE GUELLEC	Administrateur	Avril 2011	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2025

COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2020

Bilan

STROC INDUSTRIE SA		du 01/01/2020 au 31/12/2020			
Bilan (Actif) (Modèle Normal)					
	A C T I F	EXERCICE			EXERCICE PRECEDENT
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net
	Immobilisations en non valeurs→[A]	17 581 088,24	16 713 017,72	868 070,52	1 248 389,92
A	Frais préliminaires				
	Charges à répartir sur plusieurs exercices	17 581 088,24	16 713 017,72	868 070,52	1 248 389,92
C	Primes de remboursement des obligations				
T	Immobilisations incorporelles→ [B]	11 452 087,47	11 447 545,80	4 541,67	52 039,45
	Immobilisations en Recherche et Dev.				
I	Brevets, marques, droits et valeurs similaires	11 452 087,47	11 447 545,80	4 541,67	52 039,45
F	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Immobilisations corporelles →[C]	367 688 520,53	87 487 835,79	280 200 684,74	289 455 651,02
I	Terrains	210 236 657,99		210 236 657,99	210 236 657,99
M	Constructions	66 690 673,66	19 443 538,40	47 247 135,26	51 921 539,11
M	Installations techniques, matériel et outillage	69 431 873,03	48 313 055,49	21 118 817,54	24 972 966,42
O	Matériel de transport	3 369 605,64	3 367 287,78	2 317,86	454 326,51
B	Mobilier, Mat. de bureau, Aménag. Divers	17 472 465,92	15 945 274,65	1 527 191,27	1 790 916,27
	Autres immobilisations corporelles	487 244,29	418 679,47	68 564,82	79 244,72
	Immobilisations corporelles en cours				
I	Immobilisations financières→[D]	37 563 782,54	21 354 994,89	16 208 787,65	16 207 787,65
L	Prêts immobilisés				
	Autres créances financières	16 208 787,65		16 208 787,65	16 207 787,65
I	Titres de participation	21 354 994,89	21 354 994,89		
S	Autres titres immobilisés				
E	Ecart de conversion actif→ [E]				
	Diminution des créances immobilisées				
	Augmentations des dettes de financement				
	TOTAL (A+B+C+D+E)	434 285 478,78	137 003 394,20	297 282 084,58	306 963 868,04
A	Stocks→[F]	20 208 623,05		20 208 623,05	16 368 692,23
C	Marchandises				
T	Matières et fournitures consommables	12 511 814,00		12 511 814,00	11 204 094,41
I	Produits en cours	7 696 809,05		7 696 809,05	5 164 597,82
F	Produits intermédiaires et produits résiduels				
	Produits finis				
	Créances de l'actif circulant→[G]	218 203 644,57	79 260 618,38	138 943 026,19	156 556 544,21
C	Fournis. débiteurs, avances et acomptes	12 571 667,62		12 571 667,62	12 392 237,23
I	Clients et comptes rattachés	79 929 368,19	16 261 229,71	63 668 138,48	81 918 785,16
R	Personnel	57 469,00		57 469,00	
C	Etat	39 007 628,66		39 007 628,66	38 253 998,62
U	Comptes d'associés				
L	Autres débiteurs	85 348 593,77	62 999 388,67	22 349 205,10	21 028 221,98
A	Comptes de régularisation- Actif	1 288 917,33		1 288 917,33	2 963 301,22
N	Titres valeurs de placement→[H]	4 005 852,25		4 005 852,25	4 005 852,25
T	Ecart de conversion actif→ [I] Eléments circulants				313 640,85
	TOTAL II (F+G+H+I)	242 418 119,87	79 260 618,38	163 157 501,49	177 244 729,54
T	Trésorerie-Actif	4 984 668,48		4 984 668,48	1 764 637,57
R	Chèques et valeurs à encaisser	114 800,00		114 800,00	125 600,00
.	Banques, T.G et C.C.P	4 757 923,08		4 757 923,08	1 559 050,15
.	Caisse, Régie d'avances et accreditifs	111 945,40		111 945,40	79 987,42
.	TOTAL III	4 984 668,48		4 984 668,48	1 764 637,57
	TOTAL GENERAL I+II+III	681 688 267,13	216 264 012,58	465 424 254,55	485 973 235,15

Bilan (Passif) (Modèle Normal)

P A S S I F		EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
	CAPITAUX PROPRES	-263 236 011,21	-209 807 002,17
F I N A N C E M E N T	Capital social ou personnel (1)	62 425 750,00	62 425 750,00
	Moins : actionnaires, capital souscrit non appelé		
	Capital appelé	62 425 750,00	62 425 750,00
	Dont versé	62 425 750,00	62 425 750,00
	Prime d'émission, de fusion, d'apport	88 574 105,00	88 574 105,00
	Ecart de réévaluation	234 026 517,08	234 026 517,08
	Réserve légale	2 976 625,70	2 976 625,70
	Autres réserves		
	Report à nouveau (2)	-597 809 999,95	-494 060 987,57
	Résultat en instance d'affectation		
Résultat net de l'exercice (2)	-53 429 009,04	-103 749 012,38	
	Total des capitaux propres (A)	-263 236 011,21	-209 807 002,17
	Capitaux propres assimilés (B)		
	Subvention d'investissement		
	Provisions réglementées		
P E R M A N E N T	Dettes de financement (C)	137 530 136,81	137 530 136,81
	Emprunts obligataires		
	Autres dettes de financement	137 530 136,81	137 530 136,81
	Provisions durables pour risques et charges (D)		
	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Ecart de conversion-passif (E)		
	Augmentation des créances immobilisées		
	Diminution des dettes de financement		
		TOTAL I (A+B+C+D+E)	-125 705 874,40
P A S S I F C I R C U L A N T	Dettes du passif circulant (F)	457 810 655,23	444 590 890,59
	Fournisseurs et comptes rattachés	256 530 764,73	256 287 924,39
	Clients créditeurs, avances et acomptes	9 121 767,78	4 056 185,74
	Personnel	9 708 443,41	15 113 145,26
	Organismes sociaux	46 069 685,03	41 345 141,73
	Etat	105 587 018,77	99 504 719,39
	Comptes d'associés	17 438 255,10	18 042 868,38
	Autres créanciers	1 848 727,42	1 986 922,55
	Comptes de régularisation passif	11 505 992,99	8 253 983,15
	Autres provisions pour risques et charges (G)	28 566 182,97	19 500 567,15
Ecart de conversion - passif (Eléments circulants) (H)	363 680,46	131 532,72	
	TOTAL II (F+G+H)	486 740 518,66	464 222 990,46
T R E S · ·	TRESORERIE PASSIF	104 389 610,29	94 027 110,05
	Crédits d'escompte		
	Crédits de trésorerie		
	Banques (Soldes créditeurs)	104 389 610,29	94 027 110,05
	TOTAL III	104 389 610,29	94 027 110,05
	TOTAL GENERAL I+II+III	465 424 254,55	485 973 235,15

Compte de Produits et Charges

STROC INDUSTRIE SA

du 01/01/2020 au 31/12/2020

Compte de Produits et Charges (Hors Taxes)

	DESIGNATION	OPERATIONS		TOTAUX DE L'EXERCICE 3 = 2 + 1	TOTAUX DE L'EXERCICE PRECEDENT 4
		Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents		
		1	2		
E X P L O I T A T I O N	PRODUITS D'EXPLOITATION	52 156 695,95		52 156 695,95	26 401 242,46
	Ventes de marchandises (en l'état)				
	Ventes de biens et services produits	31 747 986,55		31 747 986,55	61 014 952,11
	Chiffres d'affaires	31 747 986,55		31 747 986,55	61 014 952,11
	Variation de stocks de produits (1)	2 532 211,23		2 532 211,23	-46 357 421,11
	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	1 457 805,28		1 457 805,28	
	Subventions d'exploitation				
	Autres produits d'exploitation				
	Reprises d'exploitation : transferts de charges	16 418 692,89		16 418 692,89	11 743 711,46
		Total I	52 156 695,95		52 156 695,95
A C T I O N	CHARGES D'EXPLOITATION	80 094 435,17	642 698,70	80 737 133,87	105 426 283,18
	Achats revendus(2) de marchandises				
	Achats consommés(2) de matières et fournitures	12 391 824,20	618 986,40	13 010 810,60	16 428 750,91
	Autres charges externes	6 440 273,28	23 712,30	6 463 985,58	8 782 656,90
	Impôts et taxes	855 456,15		855 456,15	895 784,45
	Charges de personnel	23 767 084,62		23 767 084,62	31 241 185,88
	Autres charges d'exploitation				500,00
	Dotations d'exploitation	36 639 796,92		36 639 796,92	48 077 405,04
		Total II	80 094 435,17	642 698,70	80 737 133,87
F I N A N C I E R	RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-27 937 739,22	-642 698,70	-28 580 437,92	-79 025 040,72
	PRODUITS FINANCIERS	465 656,20		465 656,20	658 556,30
	Produits des titres de partic. Et autres titres immobilisés				
	Gains de change	64 728,94		64 728,94	202 532,55
	Intérêts et autres produits financiers	87 286,41		87 286,41	78 527,30
	Reprises financières : transfert charges	313 640,85		313 640,85	377 496,45
	Total IV	465 656,20		465 656,20	658 556,30
	CHARGES FINANCIERES	12 784 199,27	-472 473,42	12 311 725,85	15 175 854,27
	Charges d'intérêts	12 458 129,74	-472 473,42	11 985 656,32	14 054 054,15
	Pertes de change	326 069,53		326 069,53	138 399,27
Autres charges financières					
Dotations financières				983 400,85	
	Total V	12 784 199,27	-472 473,42	12 311 725,85	15 175 854,27
VI	RESULTAT FINANCIER (IV-V)	-12 318 543,07	472 473,42	-11 846 069,65	-14 517 297,97
VII	RESULTAT COURANT (III+VI)	-40 256 282,29	-170 225,28	-40 426 507,57	-93 542 338,69

Compte de Produits et Charges (Hors Taxes) (Suite)

	DESIGNATION	OPERATIONS		TOTAUX DE L'EXERCICE	TOTAUX DE L'EXERCICE PRECEDENT	
		Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents			
		1	2			3 = 2 + 1
N O N C O U R A N T	VII RESULTAT COURANT (III+VI)	-40 256 282,29	-170 225,28	-40 426 507,57	-93 542 338,69	
	VIII	PRODUITS NON COURANTS	2 745 171,55		2 745 171,55	7 077 848,18
		Produits des cessions d'immobilisations				51 030,00
		Subventions d'équilibre				
		Reprises sur subventions d'investissement				
		Autres produits non courants	1 723 428,10		1 723 428,10	6 156 342,20
		Reprises non courantes ; transferts de charges	1 021 743,45		1 021 743,45	870 475,98
		Total VIII	2 745 171,55		2 745 171,55	7 077 848,18
	IX	CHARGES NON COURANTES	15 318 721,29	221 079,73	15 539 801,02	16 879 828,87
		Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées				113 166,67
		Subventions accordées				
		Autres charges non courantes	8 855 572,86	221 079,73	9 076 652,59	11 637 456,87
		Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions	6 463 148,43		6 463 148,43	5 129 205,33
Total IX		15 318 721,29	221 079,73	15 539 801,02	16 879 828,87	
X RESULTAT NON COURANT (VIII-IX)	-12 573 549,74	-221 079,73	-12 794 629,47	-9 801 980,69		
XI RESULTAT AVANT IMPOTS (VII+X)	-52 829 832,03	-391 305,01	-53 221 137,04	-103 344 319,38		
XII IMPOTS SUR LES RESULTATS	207 872,00		207 872,00	404 693,00		
XII RESULTAT NET (XI-XII)	-53 037 704,03	-391 305,01	-53 429 009,04	-103 749 012,38		
XIV	TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VII)	55 367 523,70		55 367 523,70	34 137 646,94	
XV	TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XIII)	108 405 227,73	391 305,01	108 796 532,74	137 886 659,32	
XVI	RESULTAT NET (total des produits-total des charges)	-53 037 704,03	-391 305,01	-53 429 009,04	-103 749 012,38	

Etat des soldes de gestion

STROC INDUSTRIE SA

du 01/01/2020 au 31/12/2020

Etat des Soldes de Gestion

		DESIGNATION	EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
	1	Ventes de Marchandises (en l'état)		
	2	- Achats revendus de marchandises		
I	=	MARGE BRUTES VENTES EN L'ETAT		
	+	PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)	35 738 003,06	14 657 531,00
II	3	Ventes de biens et services produits	31 747 986,55	61 014 952,11
	4	Variation stocks produits	2 532 211,23	-46 357 421,11
	5	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	1 457 805,28	
	-	CONSOMMATIONS DE L'EXERCICE(6+7)	19 474 796,18	25 211 407,81
III	6	Achats consommés de matières et fournitures	13 010 810,60	16 428 750,91
	7	Autres charges externes	6 463 985,58	8 782 656,90
	=	VALEUR AJOUTEE (I+II+III)	16 263 206,88	-10 553 876,81
IV	8	+ Subventions d'exploitation		
	9	- Impôts et taxes	855 456,15	895 784,45
	10	- Charges de personnel	23 767 084,62	31 241 185,88
	=	EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE) OU INSUFFISANCE BRUTE D'EXPLOITATION(IBE)	-8 359 333,89	-42 690 847,14
V	11	+ Autres produits d'exploitation		
	12	- Autres charges d'exploitation		500,00
	13	+ Reprises d'exploitation, transferts de charges	16 418 692,89	11 743 711,46
	14	- Dotations d'exploitation	36 639 796,92	48 077 405,04
VI	=	RESULTAT D'EXPLOITATION(+ou-)	-28 580 437,92	-79 025 040,72
VII	+	RESULTAT FINANCIER	-11 846 069,65	-14 517 297,97
VIII	=	RESULTAT COURANT (+ou-)	-40 426 507,57	-93 542 338,69
IX	+	RESULTAT NON COURANT	-12 794 629,47	-9 801 980,69
	15	- Impôts sur les résultats	207 872,00	404 693,00
X	=	RESULTAT NET DE L'EXERCICE	-53 429 009,04	-103 749 012,38

- TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS (T.F.R)

	1	Résultat net de l'exercice	-53 429 009,04	-103 749 012,38
		Bénéfice +		
		Perte -	53 429 009,04	103 749 012,38
	2	+ Dotations d'exploitation (1)	11 799 757,26	13 733 281,53
	3	+ Dotations financières (1)		669 760,00
	4	+ Dotations non courantes (1)		
	5	- Reprises d'exploitation (2)		
	6	- Reprises financières (2)		377 496,45
	7	- Reprises non courantes (2)		
	8	- Produits des cessions d'immobilisation		51 030,00
	9	+ Valeurs nettes d'amortiss. Des immo. Cédées		113 166,67
I		CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F.)	-41 629 251,78	-89 661 330,63
	10	- Distributions de bénéfices		
II	=	AUTOFINANCEMENT	-41 629 251,78	-89 661 330,63

Tableau de financement

STROC INDUSTRIE SA

du 01/01/2020 au 31/12/2020

Tableau de Financement (Modèle Normal)

I. SYNTHESES DES MASSES DU BILAN	Exercice	Exercice précédent	Exercice a - b	
			Emplois	Ressources
	b	a	c	d
Financement permanent	-125 705 874,40	-72 276 865,36	53 429 009,04	
Moins actif immobilisé	297 282 084,58	306 963 868,04		9 681 783,46
= FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (1-2) (A)	-422 987 958,98	-379 240 733,40	43 747 225,58	
Actif circulant	163 157 501,49	177 244 729,54		14 087 228,05
Moins Passif circulant	486 740 518,66	464 222 990,46		22 517 528,20
= BESOINS DE FINANCEMENT GLOBAL (4-5) (B)	-323 583 017,17	-286 978 260,92		36 604 756,25
TRESORERIE NETTE (ACTIF -PASSIF) A - B	-99 404 941,81	-92 262 472,48		7 142 469,33

II. EMPLOIS ET RESSOURCES	Exercice		Exerce précédent	
	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
I. RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE				
AUTOFINANCEMENT (A)		-41 629 251,78		-89 661 330,63
+ Capacité d'autofinancement		-41 629 251,78		-89 661 330,63
- Distributions de bénéfices				
CESSIONS ET REDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)				51 030,00
+ Cessions d'immobilisations incorporelles				
+ Cessions d'immobilisations corporelles				51 030,00
+ Cessions d'immobilisations financières				
+ Récupérations sur créances immobilisées				
AUGMENTATIONS DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES ©				
+ Augmentations de capital, apports				
+ Subvention d'investissement				
AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT (D) (nettes de primes de remboursement)				
TOTAL I. RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)		-41 629 251,78		-89 610 300,63
II. EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE				
ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS (E)	2 117 973,80		-798 749,31	
+ Acquisitions d'immobilisations incorporelles	57 000,00			
+ Acquisitions d'immobilisations corporelles	2 059 973,80		1 136 336,11	
+ Acquisitions d'immobilisations financières	1 000,00		-1 935 085,42	
+ Augmentation des créances immobilisées				
REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)				
REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT (G)			-222 535,88	
EMPLOIS EN NON VALEURS (H)				
TOTAL II. EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)	2 117 973,80		-1 021 285,19	
III. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B.F.G.)		36 604 756,25		83 817 651,00
IV. VARIATION DE LA TRESORERIE		7 142 469,33		4 771 364,44
TOTAL GENERAL	2 117 973,80	2 117 973,80	-1 021 285,19	-1 021 285,19

Etat des dérogations

STROC INDUSTRIE SA		du 01/01/2020 au 31/12/2020
A2 Etat des Dérogations		
Indication des Dérogations	Justifications des Dérogations	Influence des Dérogations sur le Patrimoine, la Situation Financière et les Résultats
INDICATION DES DEROGATIONS		
I- Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT	
II- Dérogations aux méthodes d'évaluation	NEANT	
III- Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NEANT	

Etat des changements de méthodes

STROC INDUSTRIE SA		du 01/01/2020 au 31/12/2020
A3 Etat des Changements de Méthodes		
Nature des Changements	Justification des Changements	Influence sur le Patrimoine, la Situation Financière et les Résultats
I CHANGEMENT AFFECTANT LES METHODES D'EVALUATION		
	NEANT	
II CHANGEMENT AFFECTANT LES REGLES DE PRESENTATION		
	NEANT	

Tableau des immobilisations autres que financières

STROC INDUSTRIE SA		du 01/01/2020 au 31/12/2020						
B2 Tableau des Immobilisations autres que Financières								
NATURE	MONTANT BRUT DEBUT EXERCICE	AUGMENTATION			DIMINUTION			MONTANT BRUT FIN EXERCICE
		Acquisition	Production par l'entreprise pour elle-même	Virement	Cession	Retrait	Virement	
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS	17 527 088,24	54 000,00						17 581 088,24
* Frais préliminaires								
* Charges à répartir sur plusieurs exercices	17 527 088,24	54 000,00						17 581 088,24
* Primes de remboursement obligations								
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	11 449 087,47	3 000,00						11 452 087,47
Immobilisation en recherche et développement								
* Brevets, marques, droits et valeurs similaires	11 449 087,47	3 000,00						11 452 087,47
* Fonds commercial								
* Autres immobilisations incorporelles								
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	365 628 546,73	2 059 973,80						367 688 520,53
* Terrains	210 236 657,99							210 236 657,99
* Constructions	66 690 673,66							66 690 673,66
* Installat. techniques, matériel et outillage	67 734 067,75	1 697 805,28						69 431 873,03
* Matériel de transport	3 369 605,64							3 369 605,64
* Mobilier, matériel bureau et aménagements	17 110 297,40	362 168,52						17 472 465,92
* Autres immobilisations corporelles	487 244,29							487 244,29
* Immobilisations corporelles en cours								
TOTAL GENERAL	394 604 722,44	2 116 973,80						396 721 696,24

Tableau des titres de participation

STROC INDUSTRIE SA		du 01/01/2020 au 31/12/2020								
B4 Tableau des Titres de Participation										
Raison sociale de la société émettrice	N° IF	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur nette comptable	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au C.P.C de l'exercice
							Date de clôture	Situation nette	Résultat net	
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
PRO ENG	1107873	BUREAU ETUDE	500 000,00	0,80	400 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00
MTC MAURITANIE	0	TRAVAUX IND	669 760,00	1,00	669 760,00	0,00		0,00	0,00	0,00
GETC INDUSTRIE	0	TRAVAUX IND	255 181,37	0,65	165 867,89	0,00		0,00	0,00	0,00
HANDASSA ENTREPRISE	1084716	GENIE CIVIL	15 000 000,00	1,00	19 682 480,00	0,00		0,00	0,00	0,00
MARINGIS	40232456	BUREAU ETUDE	600 000,00	0,70	420 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00
GTC	0	TRAVAUX IND	16 887,00	1,00	16 887,00	0,00		0,00	0,00	0,00
Total			17 041 828,37	--	21 354 994,89	0,00	--	0,00	0,00	0,00

Tableau des provisions

STROC INDUSTRIE SA du 01/01/2020 au 31/12/2020

B5 Tableau des Provisions

N A T U R E	MONTANT DEBUT EXERCICE	DOTATIONS			REPRISES			MONTANT FIN EXERCICE
		D'exploitation	Financières	Non courantes	D'exploitation	Financières	Non courantes	
1. Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé	21 354 994,89							21 354 994,89
2. Provisions réglementées								
3. Provisions durables pour risques et charges								
SOUS TOTAL (A)	21 354 994,89							21 354 994,89
4. Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	74 777 123,30	4 480 495,08		3 000,00				79 260 618,38
5. Autres Provisions pour risques et charge	19 500 567,15	20 359 544,58		6 460 148,43	16 418 692,89	313 640,85	1 021 743,45	28 566 182,97
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie								
SOUS TOTAL (B)	94 277 690,45	24 840 039,66		6 463 148,43	16 418 692,89	313 640,85	1 021 743,45	107 826 801,35
TOTAL (A+B)	115 632 685,34	24 840 039,66		6 463 148,43	16 418 692,89	313 640,85	1 021 743,45	129 181 796,24

Tableau des créances

STROC INDUSTRIE SA du 01/01/2020 au 31/12/2020

B6 Tableau des Créances

Créances	Total	Analyse par Échéance			Autres Analyses			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en Devises	Montants sur l'Etat et Organismes Publics	Montants sur les Entreprises liées	Montants Représentés par Effets
De l'Actif Immobilisé	16 208 787,65	125 768,00	1 000,00	16 082 019,65				
- Prêts immobilisés								
- Autres créances financières	16 208 787,65	125 768,00	1 000,00	16 082 019,65				
De l'actif circulant	218 203 644,57	191 056 581,03	27 147 063,54			39 007 628,66	85 312 119,62	
- Fournisseurs débiteurs avances et acomptes	12 571 667,62	11 366 722,47	1 204 945,15					
- Clients et comptes rattachés	79 929 368,19	57 898 804,28	22 030 563,91					
- Personnel	57 469,00		57 469,00					
- Etat	39 007 628,66	36 951 356,69	2 056 271,97			39 007 628,66		
- Comptes d'associés								
- Autres débiteurs	85 348 593,77	83 581 713,59	1 766 880,18				85 312 119,62	
- Compte de régularisation actif	1 288 917,33	1 257 984,00	30 933,33					
T O T A U X	234 412 432,22	191 182 349,03	27 148 063,54	16 082 019,65		39 007 628,66	85 312 119,62	

Tableau des dettes

STROC INDUSTRIE SA		du 01/01/2020 au 31/12/2020						
B7 Tableau des Dettes								
Dettes	Total	Analyse par Échéance			Autres Analyses			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non payées	Montants en Devises	Montants sur l'Etat et Organismes Publics	Montants sur les Entreprises liées	Montants Représentés par Effets
DE FINANCEMENT	137 530 136,81	137 530 136,81				19 512 800,35		
- Emprunts obligataires								
- Autres dettes de financement	137 530 136,81	137 530 136,81				19 512 800,35		
DU PASSIF CIRCULANT	457 810 655,23	363 890 695,01	93 919 960,22			121 984 168,18		42 140 934,73
- Fournisseurs et comptes rattachés	256 530 764,73	248 309 697,61	8 221 067,12					42 140 934,73
- Clients créditeurs, avances et acomptes	9 121 767,78	6 678 635,34	2 443 132,44					
- Personnel	9 708 443,41	6 327 880,80	3 380 562,61					
- Organismes sociaux	46 069 685,03	33 859 534,27	12 210 150,76			16 397 149,41		
- Etat	105 587 018,77	49 427 964,47	56 159 054,30			105 587 018,77		
- Comptes d'associés	17 438 255,10	17 438 255,10						
- Autres créanciers	1 848 727,42	1 848 727,42						
- Comptes de régularisation - Passif	11 505 992,99		11 505 992,99					
T O T A U X	595 340 792,04	501 420 831,82	93 919 960,22			141 496 968,53		42 140 934,73

Engagements financier reçus ou donnés hors opérations de crédit-bail

STROC INDUSTRIE SA		du 01/01/2020 au 31/12/2020	
B9 Engagements Financiers Recus ou Donnes Hors Operations de Crédit-Bail			
Engagements Donnés	Montants Exercice	Montants Exercice Précédent	
Engagement donné			
CAUTIONS BANCAIRES FINANCEMENT MARCHES	205 070 023,70	227 403 710,41	
Engagement reçu			
CAUTIONS BANCAIRES GARANTIE FOURNISSEURS	5 961 654,79	5 961 654,79	

RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Rapport Général du Commissaire aux comptes



23, rue Lemtouni - Quartier Oasis
20 410 Casablanca
Maroc



10, rue de la Liberté
20120 - Casablanca
Maroc

Aux Actionnaires de la société
STROC INDUSTRIE S.A.
145, Z.I Sahel B.P. 19
Had Soualem
CASABLANCA

Rapport Général des commissaires aux comptes
Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020
Audit des états de synthèse

Opinion avec réserve

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société STROC INDUSTRIE S.A., comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaire (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés négatifs de MAD (263 236 011,21) dont une perte nette de MAD (53 429 009,04). Ces états ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration en date du 30 mars 2021, dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Sous réserve de l'incidence de la situation décrite ci-dessous, nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société STROC INDUSTRIE S.A. au 31 décembre 2020 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Fondement de l'opinion avec réserve

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Comme précisé au niveau de nos rapports au titre des exercices précédents, nous rappelons l'incertitude qui touche la continuité d'exploitation de la société STROC. En effet, le 12 juillet 2018, le tribunal de commerce de Casablanca a décidé de mettre STROC sous procédure de mise en sauvegarde et en date du 09 mai 2019, cette mise en sauvegarde a été définitivement jugée pour son application sur cinq ans.



La direction générale estime que les principaux donneurs d'ordre ainsi que les principaux bailleurs de fonds continueront à apporter leur soutien financier à la société durant cette période, ce qui lui permettra de respecter son plan de sauvegarde dans le délai imparti.

De ce fait, les comptes annuels ci-joints ont été préparés selon le principe de continuité d'exploitation et ne tiennent pas compte des ajustements qui s'avèreraient nécessaires si la société devrait cesser son activité.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Rapport de gestion

Nous nous sommes assurés de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société, prévues par la loi.

Les informations données sur la situation financière et les états de synthèse dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et les documents adressées aux actionnaires correspondent aux comptes annuels audités.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états de synthèse

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.



Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états de synthèse

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc.

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes professionnelles permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous concluons quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans les états de synthèse, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.



Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi. Sur la base de ces vérifications, nous n'avons pas d'observations à formuler.

S'agissant des évènements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a confirmé qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes.

Casablanca, le 30 avril 2021

Les Commissaires aux Comptes

KPMG



KPMG
23, Rue Lemtouni - Quartier Oasis
20410 Casablanca - Maroc
Tél +212 5 22 29 33 04 / 15
Fax +212 5 22 29 33 04
ICE 00.15.29.60.40.00.09.1

Mostafa FRAIHA
Associé

BDO



B.D.O Sarl
119, Bd Abdelmoumen
Bureau n°39 - Casablanca
- N.S -

Zakaria FAHIM
Associé

Rapport Spécial du Commissaire aux comptes

RAPPORT DE GESTION & ACTIVITE

Mot du Président

« *Chers actionnaires et Partenaires,*

Il est difficile de trouver les mots pour décrire l'année 2020 qui a été principalement marquée par la pandémie en lien avec la COVID-19. Cet évènement a complètement bouleversé la reprise devenue effective depuis septembre 2019 grâce à l'impact de la procédure de sauvegarde.

En effet, à partir du 20 Mars 2020, date d'entrée en vigueur du confinement, toutes nos activités ont été stoppées ce qui a provoqué des mises à pieds temporaires pour la majorité de nos employés. Aujourd'hui encore, nous n'avons pas repris les travaux sur nos principaux chantiers compte tenu des restrictions sanitaires imposées par nos principaux clients.

Ce contexte hors du commun qui n'a pas facilité la situation que nous vivons depuis quelques années, a tout de même pu démontrer notre capacité d'adaptation exceptionnelle.

En effet, avec nos difficultés financières nous aurions pu présager le pire ; cependant, sans aucune aide, puisque STROC n'est pas éligible aux programmes DAMANE OXYGENE et DAMANE RELANCE, nous avons pu tenir nos engagements et entamer un nouveau contrat dès juillet 2020, qui se déroule en ce moment à l'entière satisfaction de notre client ; tout en continuant nos efforts de restructuration et de transformation interne en préparation à une reprise des projets et aux nouvelles opportunités qu'apportera le marché.

Aussi, il est important de noter la confiance retrouvée de nos clients qui ont repris contact avec STROC, finalisant un autre contrat dont les travaux doivent démarrer en mai 2021.

Alors que l'évolution de la pandémie reste très incertaine en ce début d'année 2021, il est difficile d'arrêter dans ce contexte des prévisions, surtout qu'une aggravation de la situation sanitaire n'est malheureusement pas à exclure. Or, STROC a démontré durant la dernière décade qu'elle dispose de solides atouts pour continuer à tracer son chemin et rebondir rapidement, dès que la crise aura été surmontée et qu'elle pourra reprendre complètement ses activités.

Comme chaque année, je souhaite adresser de chaleureux remerciements à l'ensemble du personnel de STROC qui œuvre avec abnégation pour réussir la sortie de crise grâce à leur travail collectif en lien avec la poursuite de notre mission. Nous réitérons notre demande à tous de continuer à redoubler d'efforts et de vigilance pour ne pas perdre les bénéfices de notre travail durement acquis à ce jour.

En dernier lieu, je remercie du fond du cœur les administrateurs membres du conseil d'administration ; leur dévouement, leur implication et leurs conseils pertinents ont permis à STROC d'entrevoir une lueur d'espoir. Aussi, en mon nom personnel et au nom des membres du Conseil, je remercie vivement Monsieur Abdellah TABAT qui nous quitte malheureusement et à qui nous souhaitons courage et réussite dans ses nouvelles fonctions.

Abil ZIATT »

Méthodologie

Les comptes sociaux au titre de l'exercice 2020 ont été préparés selon la méthodologie et les normes habituelles.

Les éléments comptables liés à la sauvegarde sont comptabilisés depuis le second semestre 2020 au fil de l'eau sur la base de documents reçus (jugement du tribunal, accords du syndic, ...).

Historique du processus de Sauvegarde

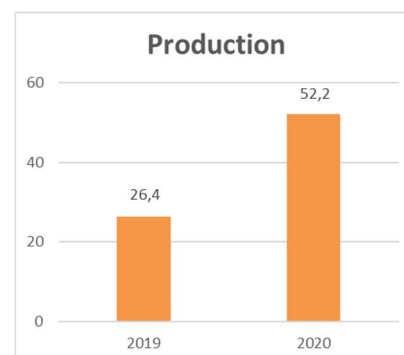
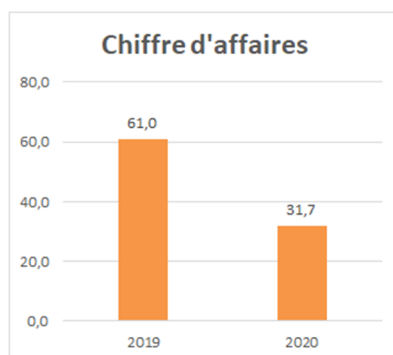


Ces éléments pourront faire l'objet d'une revue suite à l'impact de la pandémie liée au covid-19 sur l'activité de la société.

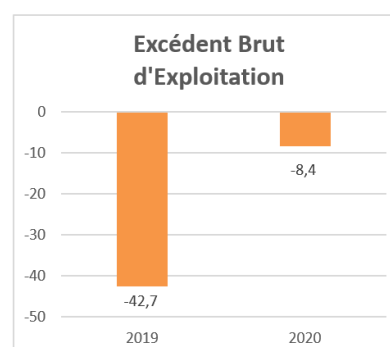
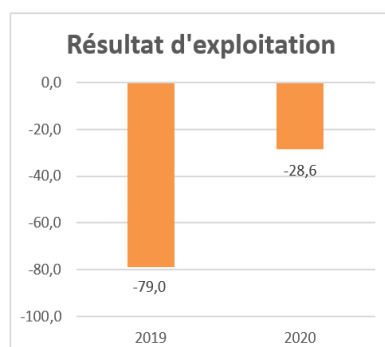
Activité au cours de l'exercice 2020

Le principal fait marquant de l'année 2020 est la répercussion de la crise sanitaire sur notre secteur d'activité qui est marquée par une baisse substantielle de l'activité.

Le chiffre d'affaires est passé de 61,0 à 31,7 millions de dirhams entre 2019 et 2020 ; malgré la diminution du chiffre d'affaires, la finalisation des anciens chantiers et l'apurement réalisés en 2019 ont permis d'améliorer la production, passant de 26,4 à 52,2 millions de dirhams sur la même période.



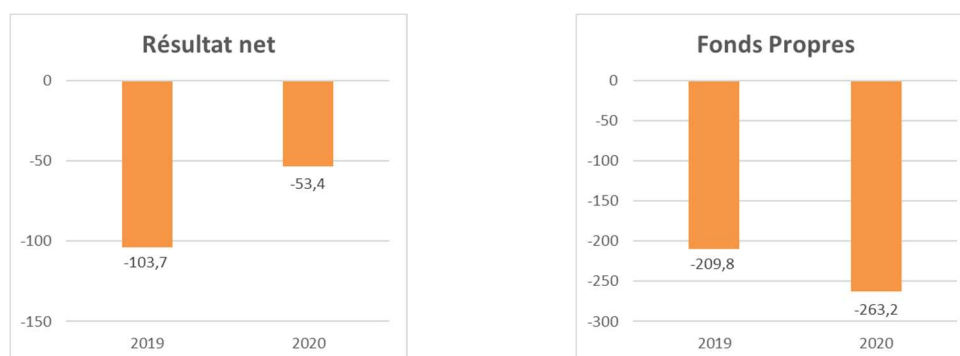
L'excédent brut d'exploitation s'améliore de 66%, passant de -42,7 à -8,4 millions de dirhams entre 2019 et 2020. **Le résultat d'exploitation**, bien qu'impacté par l'arrêt des chantiers depuis mars s'améliore pour les mêmes raisons passant ainsi de -79,0 à -28,6 millions de dirhams entre le 31 décembre 2019 et le 31 décembre 2020.



Le résultat financier de l'exercice 2020 s'élève à -11,8 millions de dirhams. Ce résultat aurait été de +7,1 millions de dirhams si la société avait pu intégrer une régularisation de 20,8 millions de dirhams dans les comptes de l'exercice 2020 ; ladite régularisation impactera positivement les comptes de l'exercice 2021.

Le résultat net passe de -103,7 à -53,4 millions de dirhams au 31/12/2020. Ce résultat aurait été de -34,4 millions de dirhams si la régularisation précédemment évoquée avait été prise en compte dans l'exercice 2020.

Les fonds propres se dégradent du fait de la perte enregistrée sur l'exercice pour s'établir à - 263,2 MMAD.



Le second fait marquant est l'adjudication et le démarrage d'un nouveau projet, en juin 2020, à Jorf Lasfar ; il s'agit de la construction d'un important terminal pétrolier à Jorf Lasfar, consistant en la réalisation d'un stockage d'une capacité de 185.000 tonnes.

Face à la situation inédite liée au COVID, STROC a été amenée à prendre des précautions pour sauvegarder sa continuité d'exploitation. La société a ainsi été dans l'obligation de revoir ses charges et en conséquence, d'adopter dans sa gestion une rigueur inconditionnelle alliée à une agilité mesurée, afin de pouvoir répondre chaque jour aux besoins de ses clients.

~ ~ ~ ~ ~

L'enveloppe globale d'investissements engagée durant l'exercice 2020 s'élève à 2,1 MMAD financés par fonds propres et détaillée comme suit :

Investissements	2020 (en K MAD)	2019 (en K MAD)
Charges à répartir	54	-
Brevets & licences	3	-
Terrains	-	-
Constructions	-	-
Agencement	-	5
Matériel et outillages	-	1 020
Installations techniques	1 698	-
Matériel informatique	-	30
Matériel de transport	-	-
Mobilier de bureau	362	80
Total	2 117	1 136

La majorité de l'investissement réalisé en 2020 est intervenu dans le cadre de la nouvelle affaire et concerne principalement la production de vérins hydrauliques.

Le Conseil d'Administration

Composition du Conseil d'Administration

Administrateur	Fonction	Date de nomination	Date d'expiration	Observations
Nabil ZIATT	Administrateur Président du Conseil d'Administration	Juin 2009	2020	<u>PV du Conseil d'administration du 24/07/2020</u> Durée de 6 ans qui prendra fin à l'AGO à tenir en 2026 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31/12/2025
AL ISTIMRAR HOLDING SA	Administrateur	Avril 2010	2020	<u>Mandat pour Quatre années (PV de l'AGO du 24/07/2020)</u> Durée de 6 ans qui prendra fin à l'AGO à tenir en 2026 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31/12/2025
Ronan Cyril LE GUELLEC	Administrateur	Avril 2011	2020	<u>Mandat pour Six années (PV de l'AGO du 24/07/2020)</u> Durée de 6 ans qui prendra fin à l'AGO à tenir en 2026 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31/12/2025
Réda ZIATT	Administrateur	Juin 2012	2020	<u>Mandat pour Trois années (PV de l'AGO du 24/07/2020)</u> Durée de 6 années qui prendra fin à l'AGO à tenir en 2025 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31/12/2025
Abdelhadi NINIA	Administrateur	Octobre 2016	2022	<u>Mandat pour Trois années (PV de l'AGO du 13/09/2019)</u> Durée de 3 ans qui prendra fin à l'AGO à tenir en 2022 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31/12/2021
Laurent SABLE	Administrateur	Octobre 2016	2022	<u>Mandat pour Trois années (PV de l'AGO du 13/09/2019)</u> Durée de 3 ans qui prendra fin à l'AGO à tenir en 2022 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31/12/2021
Abdellah TABAT	Administrateur	Octobre 2016	2022	<u>Mandat pour Trois années (PV de l'AGO du 13/09/2019)</u> Durée de 3 ans qui prendra fin à l'AGO à tenir en 2022 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31/12/2021. Monsieur Tabat a présenté sa démission le 22 mars 2021 pour raison professionnelle.

Jetons de Présence

Etant donné le contexte, le Conseil d'Administration propose de ne pas distribuer de jetons de présence.

Rapport sur les comptes sociaux de l'exercice

Au 31 décembre 2020, le total du bilan s'élève à 465,4 MMAD contre 486,0 MMAD au 31 décembre 2019.

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues pour l'établissement de ces documents sont conformes à la réglementation en vigueur.

En milliers de dirhams	2020	2019	Var Valeur	Var %
PRODUCTION DE L'EXERCICE	35 738	14 658	21 080	144%
Ventes de biens et services produits	31 748	61 015	- 29 267	-48%
Variation stocks produits	2 532	- 46 357	48 890	-105%
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	1 458		1 458	n/a
CONSOMMATIONS DE L'EXERCICE	19 475	25 211	- 5 737	-23%
Achats consommés de matières et fournitures	13 011	16 429	- 3 418	-21%
Autres charges externes	6 464	8 783	- 2 319	-26%
VALEUR AJOUTEE (I+II+III)	16 263	- 10 554	26 817	-254%
Impôts et taxes	855	896	- 40	-5%
Charges de personnel	23 767	31 241	- 7 474	-24%
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE) OU	- 8 359	- 42 691	14 274	-66%
INSUFFISANCE BRUTE D'EXPLOITATION (IBE)				
Autres produits d'exploitation	-	-	-	-
Autres charges d'exploitation	-	1	- 1	-
Reprises d'exploitation, transferts de charges	16 419	11 744	4 675	40%
Dotations d'exploitation	36 640	48 077	- 11 438	-24%
RESULTAT D'EXPLOITATION(+ou-)	- 28 580	- 79 025	50 444	-64%
RESULTAT FINANCIER	- 11 846	- 14 517	2 671	-18%
RESULTAT COURANT (+ou-)	- 40 427	- 93 542	53 115	-57%
RESULTAT NON COURANT	- 12 795	- 9 802	- 2 993	31%
Impôts sur les résultats	208	405	- 197	-49%
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	- 53 429	- 103 749	50 320	-49%

A fin 2020, les principaux indicateurs de gestion ressortent comme suit :

- Le chiffre d'affaires a diminué de 48% et s'établit à 31,7 MMAD contre 61,0 MMAD au titre de l'exercice précédent ;
- La production s'élève à 52,2 MMAD en 2020 contre 26,4 MMAD en 2019 ;
- Les charges d'exploitation s'établissent à 80,7 MMAD en 2020 contre 105,4 MMAD l'année précédente marquant ainsi une diminution de 23% ;

- L'Excédent Brut d'exploitation s'élève à -8,4 MMAD en 2020 contre -42,7 MMAD en 2019 ;
- Compte tenu d'un résultat financier de -11,8 MMAD, en baisse par rapport à l'année précédente, le résultat courant s'élève à -40,4 MMAD au titre de l'exercice 2020 contre -93,5 MMAD en 2019 ;
- Le résultat net s'établit à -53,4 MMAD en 2020 contre -103,7 MMAD en 2019 ;

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues sont identiques à celles de l'exercice précédent.

Pénalités de retard sur les délais de paiement :

Conformément à la loi 32-10 relative aux délais de paiement, nous avons procédé à la revue de la balance âgée de nos créanciers et débiteurs au 31/12/2020.

Cette revue a fait ressortir un montant à provisionner de 49,1 MMAD pour les créanciers et 7,0 MMAD pour les débiteurs.

Quant au retard de paiement par rapport au délai contractuel, nous avons décidé de ne pas comptabiliser ces éléments dans la mesure où ils présentent un caractère très incertain de recouvrement (voir annexe 1).

A noter que la procédure de Sauvegarde prévoit l'interruption du calcul des intérêts durant toute la période d'observation ainsi qu'un cadre pour le syndic de négocier un abattement sur la dette du créancier.

Provision pour dépréciation des autres débiteurs :

Conformément aux recommandations des Commissaires aux comptes, la totalité des créances des filiale MTC Industrie (Filiale en Mauritanie) et Handassa ont été dépréciées au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020 à hauteur respectivement de 0,8 MMAD et 1,6 MMAD, correspondant au risque relatif à leur situation nette négative.

Filiales et Participations

A fin 2020, le portefeuille des participations de STROC dans ses filiales se présente comme suit :

Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital société	Participation au capital	Prix d'acquisition	Provision constituée
Handassa	BTP	15 000 000	100%	19 682 480	19 682 480
MTC	Construction	669 760	85%	669 760	669 760
GTC	Construction	16 888	100%	16 888	16 888
GETC	Construction	255 181	65%	165 867	165 867
Pro Eng	Bureau d'étude	500 000	80%	400 000	400 000
Maringis	Ingénierie	600 000	70%	420 000	420 000

L'ensemble des titres de participation des filiales ont été provisionnés dans les comptes ; certaines filiales ont vu leur activité réintégrer dans le cœur de métiers de STROC Industrie, d'autres ont été mises en veille ou ont vu leur activité cesser, afin de se focaliser sur l'activité de la maison mère en temps de difficultés.

Proposition d'affectation du résultat

Le Conseil d'Administration propose d'affecter la perte nette de 53.429.009,04 MAD au 31/12/2020 comme suit :

Réserves légales.....	0 MAD
Dividendes.....	0 MAD
Report à nouveau.....	-53.429.009,04 MAD

Perspectives d'avenir

La société a pu relancer son activité au second semestre 2019 avec la levée des derniers blocages liés à la sauvegarde et ainsi démarrer la réalisation de son carnet de commandes de l'ordre de 300 MMAD.

Malheureusement, la pandémie covid-19, qui continue de se répandre à travers le monde et qui a des conséquences sanitaires, sociales, économiques et financières extrêmes, affecte l'activité économique et sociale en général et celle des entreprises en particulier ; cela a eu pour conséquence l'arrêt de nos chantiers ordonnés par nos clients dont la reprise reste incertaine.

Toutefois, la société, qui a pu démarrer courant 2020 la construction d'un terminal pétrolier à Jorf Lasfar, s'est vue confiée en fin de premier trimestre 2021, une nouvelle affaire qui devrait démarrer courant du mois de mai.

Les forces vives de la société restent mobilisées pour permettre une reprise immédiate des projets arrêtés dès que les conditions seront réunies et profiter des perspectives favorables du secteur avant la crise sanitaire.

En effet le secteur de la construction et des infrastructures industrielles dans lequel opère STROC Industrie, présentait de belles perspectives de croissance à la faveur de plusieurs programmes d'investissement lancés depuis les années 2000 par des grands donneurs d'ordre privés et publics.

A titre d'illustrations et sans être exhaustif, nous pouvons lister les programmes ci-après d'avant covid-19 et qui devraient être accélérés ou relancer dès retour à une situation sanitaire meilleure :

- Le programme d'investissement de l'OCP pour l'augmentation de la production s'élève à 60 milliards de dirhams d'ici à 2026,
- Le projet Gas to Power géré par MASEN est estimé à 70 milliards de dirhams,
- Le développement du secteur automobile par l'implantation des constructeurs Renault-Nissan et Peugeot draine des investissements de l'ordre de 10 milliards de dirhams,
- Les infrastructures pétrolières du port de NADOR estimées à 5 milliards de dirhams,
- L'augmentation des capacités de stockage du Gaz et des Hydrocarbure estimée à 2 milliards de dirhams.

De par son business model intégré et son expertise, STROC Industrie a un savoir-faire et un positionnement qui lui permettent d'accompagner la dynamique d'investissement du pays et des principaux donneurs d'ordre.

STROC Industrie a prouvé sa forte résilience face à la crise qu'elle subit depuis plusieurs années parce que nous croyons fermement en notre business, du fait des bons fondamentaux de notre secteur d'activité, et grâce aussi au maintien rigoureux de nos forces et valeurs.

Le Commissaire aux Comptes de la société STROC Industrie relate dans son rapport général, l'accomplissement de sa mission.

Fait à Casablanca, le 22 avril 2021

Le Conseil d'Administration.

Annexes au Rapport de gestion

Annexe 1 : Etat des débiteurs et des créanciers par échéance

Montant Dette fournisseurs	Dettes non echues	Dettes échues de moins de 30 j	Dettes échues entre 31 et 60 j	Dettes échues entre 61 et 90 j	Dettes échues plus de 90 Jours
256 530 764,73	16 900 562,29	-	-	-	42 140 934,73

Montant Créances clients	Montant créances non echues	Créances échues de moins de 30 j	Créances échues entre 31 et 60 j	Créances échues entre 61 et 90 j	Créances échues plus de 90 Jours
79 929 368,19	37 738 990,82	5 287 603,68	4 923 489,41	-	31 979 284,28

Il est à noter que cet état ne prend pas en compte les ajustements liés à la sauvegarde, du fait que certains éléments ne sont pas arrêtés à date ; par prudence, les intérêts ont été calculés sur les bases habituelles.

LISTE DES COMMUNIQUES DE PRESSE DURANT L'EXERCICE

Communiqués de presse	Date de publication
Communication financière résultats annuels 2019	31/03/2020
Convocation à l'AGO d'arrêté des comptes 2019	24/06/2020

DECLARATION DES HONORAIRES VERSEES AUX CONTROLEURS DE COMPTES

Le montant des honoraires versés aux commissaires aux comptes s'élève à 280.000 dirhams hors taxes en 2020 et sont détaillés comme suit :

en dirhams	KPMG						BDO					
	Montant/Année			Pourcentage / Année			Montant/Année			Pourcentage / Année		
	2020	2019	2018	2020	2019	2018	2020	2019	2018	2020	2019	2018
Commissariat aux comptes, certification, examens des comptes individuels et consolidés	140 000	140 000	180 000	100%	100%	100%	140 000	140 000	180 000	100%	78%	100%
Emetteur	140 000	140 000	180 000	100%	100%	100%	140 000	140 000	180 000	100%	78%	100%
Filiales	-	-	-	0%	0%	0%	-	-	-	0%	0%	0%
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes	-	-	-	0%	0%	0%	-	40 000	-	0%	22%	0%
Emetteur	-	-	-	0%	0%	0%	-	40 000	-	0%	22%	0%
Filiales	-	-	-	0%	0%	0%	-	-	-	0%	0%	0%
Sous-total	140 000	140 000	180 000	100%	100%	100%	140 000	180 000	180 000	100%	100%	100%
Autres prestations rendues	-	-	-	0%	0%	0%	-	-	-	0%	0%	0%
Autres	-	-	-	0%	0%	0%	-	-	-	0%	0%	0%
Sous-total	-	-	-	0%	0%	0%	-	-	-	0%	0%	0%
Total général	140 000	140 000	180 000	100%	100%	100%	140 000	180 000	180 000	100%	100%	100%